

Mot d'ouverture

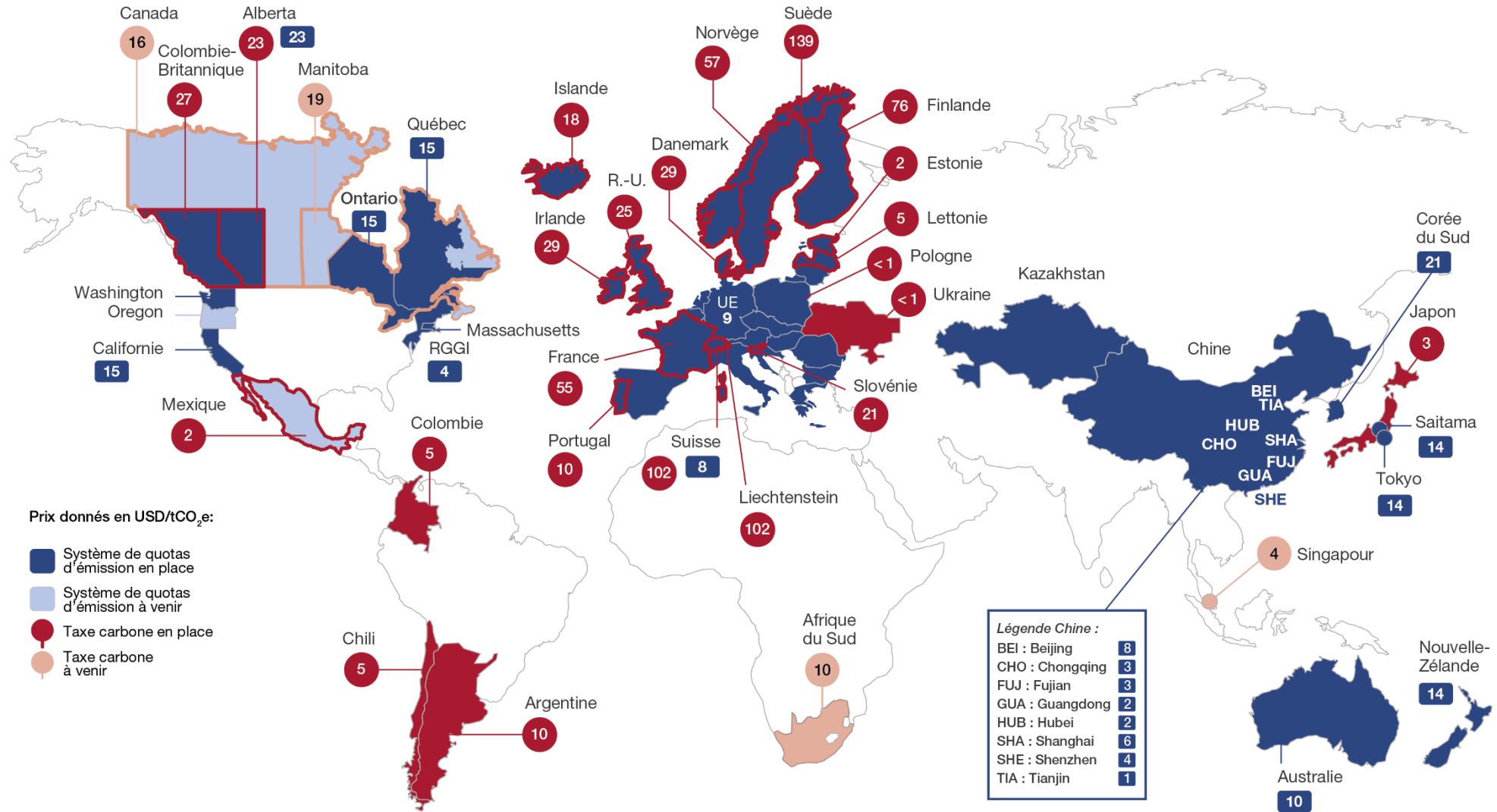
Barbara Pompili

Assemblée Nationale

—

Présidente de la Commission du Développement durable et de
l'Aménagement du territoire





Pourquoi avons-nous besoin d'une fiscalité plus écologique?

Alain Quinet

Directeur Général Délégué SNCF Réseau

—

Président de la Commission sur la valeur
tutélaire du carbone en France

Kurt van Dender

OCDE

—

Centre des Politiques Fiscales et de
l'Administration

—

Chef du bureau Taxes et Environnement





Pourquoi avons-nous besoin d'une fiscalité plus écologique?

1

Alain QUINET

I - La fiscalité écologique : un « logiciel » très différent de la fiscalité traditionnelle

2

Deux adages

- ⇒ « Un bon impôt est un vieil impôt »
- ⇒ « L'art de l'imposition consiste à plumer l'oie pour obtenir le plus (avec) le moins possible de cris » (Colbert)

La fiscalité carbone - jeune et visible - doit être comprise à partir d'un logiciel différent :

- ⇒ c'est un prix – reflétant la rareté de « l'air pur » - avant d'être une taxe
- ⇒ Ce prix est au service d'un objectif – la décarbonation des activités humaines

I - La fiscalité écologique : un « logiciel » très différent de la fiscalité traditionnelle

3

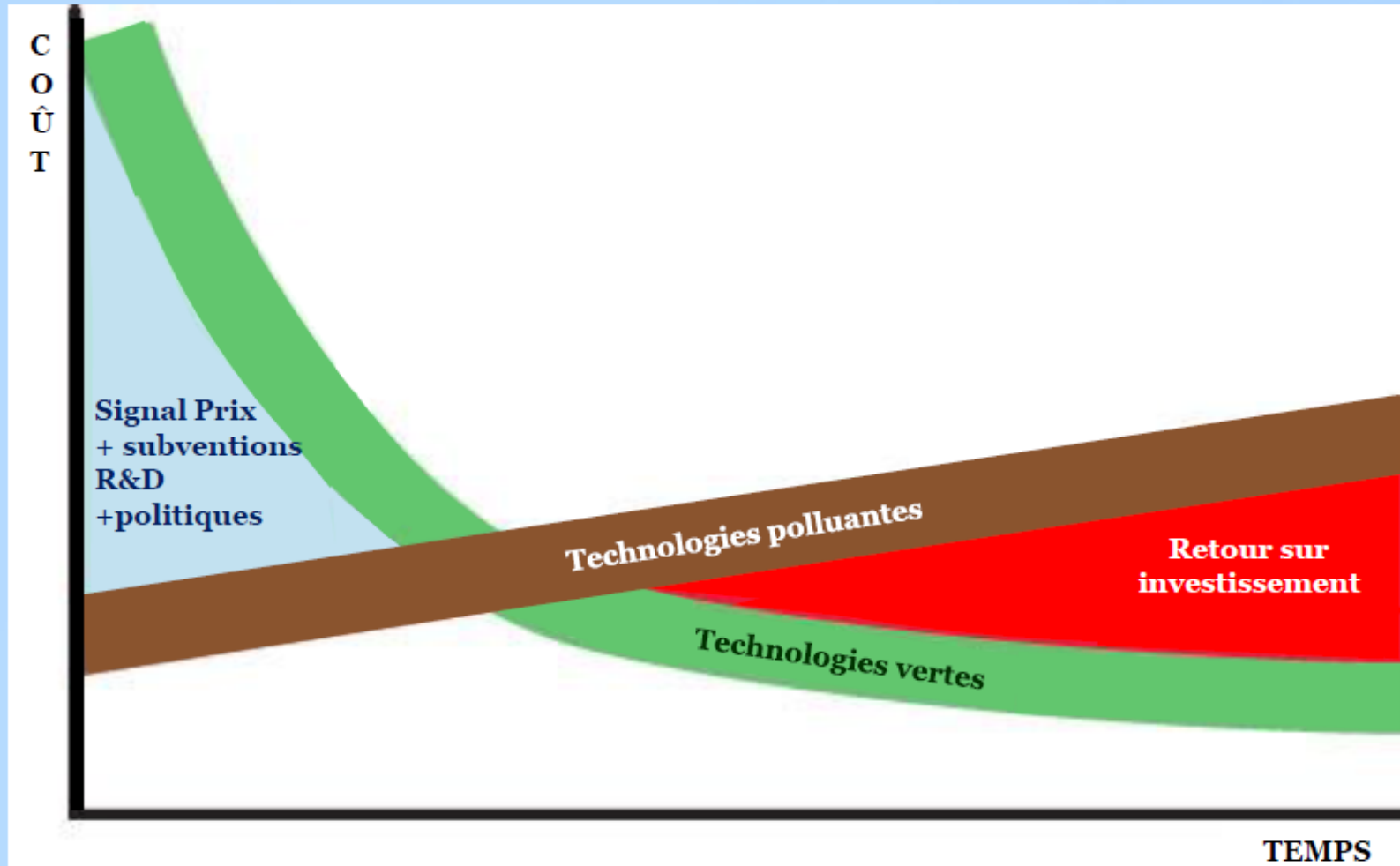
L'objectif est plus précisément de décarboner

- ⇒ Rapidement – horizon 2050 – Or les usages et technologies décarbonés sont initialement plus cher
- ⇒ Profondément – objectif ZEN – Or toutes les technologies pour décarboner ne sont pas disponibles (AIE)
- ⇒ Intelligemment :
 - Pas en comprimant le PIB
 - Pas en délocalisant la pollution (« fuites de carbone »)
 - Mais en découplant les émissions du PIB, ce qui suppose de constituer un « capital vert »

Les prix écologiques sont une condition non suffisante mais nécessaire

II- Pas d'investissement « vert » sans signal-prix

4



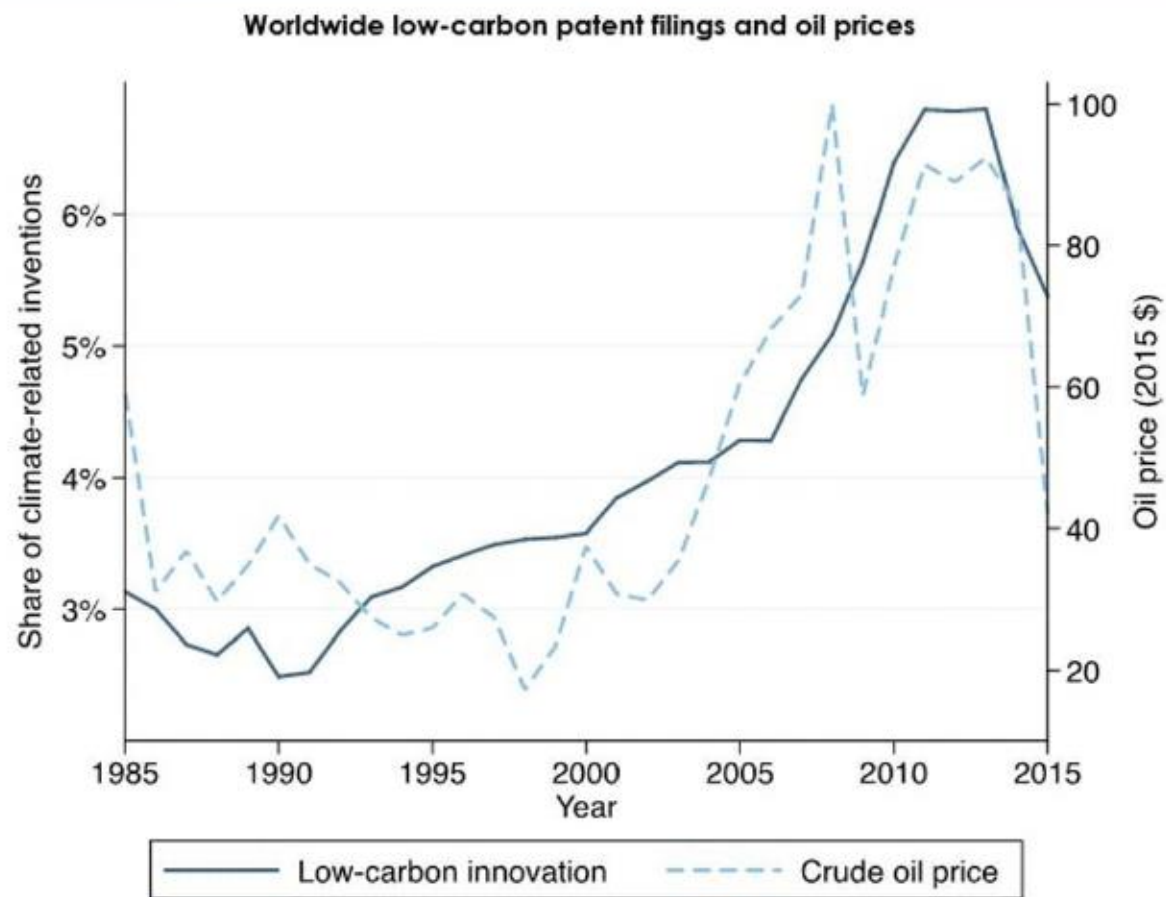
III – Pas d'innovation « verte » sans signal-prix

5

- ⇒ La dépendance au passé (ENR *versus* gaz de schiste)
- ⇒ L'effet rebond des normes : 1/3 environ des gains d'efficacité énergétique se traduisent en regain de consommation
- ⇒ La dépendance au prix du pétrole. Depuis 2012 la part des brevets consacrés à la prévention du changement climatique recule (de 9,5% à 8%),

III – Pas d'innovation « verte » sans signal-prix

6



IV - Décarboner « sur ses deux jambes » : normes et signaux-prix écologiques

7

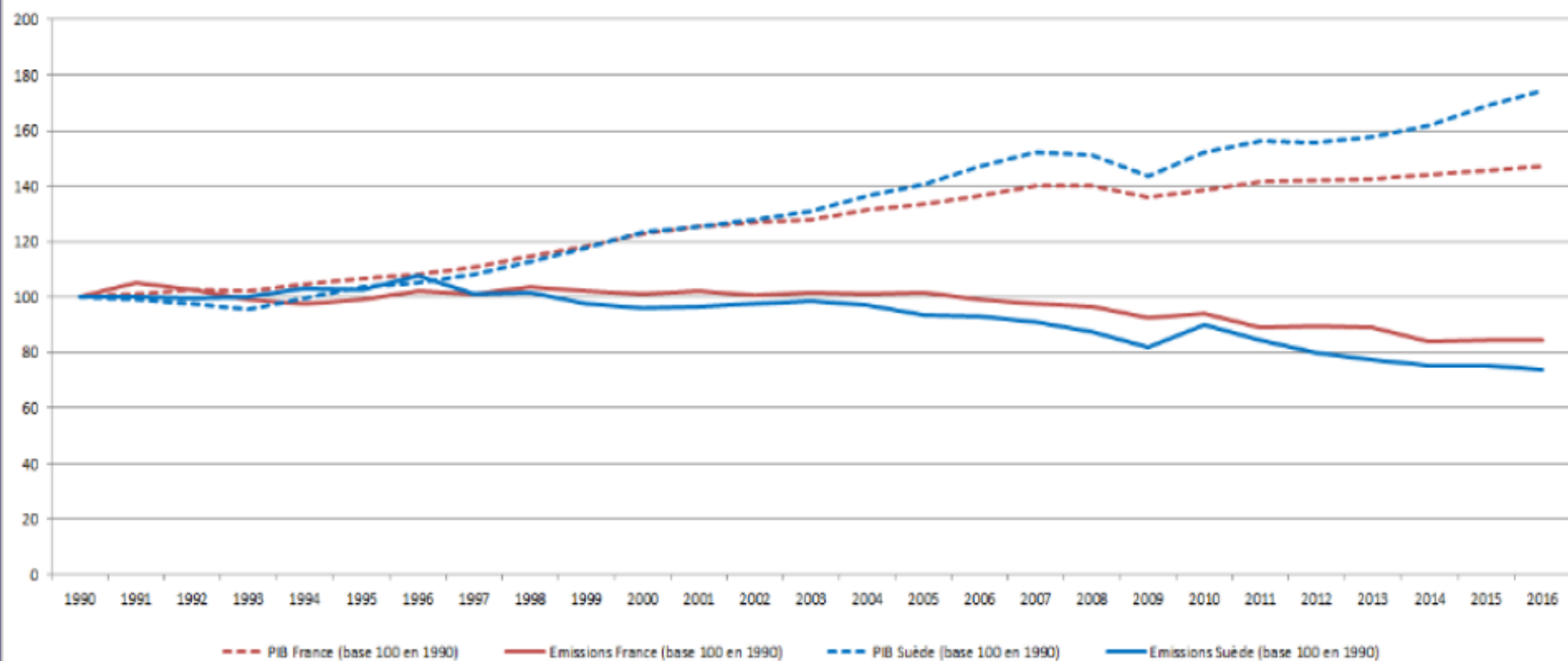
Technologies	Signal-prix	Normes
Les technologies vertes existent et sont compétitives <i>(ex : transports collectifs et modes doux, certaines rénovations thermiques)</i>	favorise le report	- permettent d'atteindre simplement une décarbonation profonde
Les technologies vertes existent mais sont plus chères <i>(ex : véhicule électrique, chauffage biomasse...)</i>	accélère la transition au moindre coût pour la collectivité	- Coûteuses - même si leur coût est caché - Freinent l'innovation
Les technologies vertes n'existent pas encore <i>(ex : transport de marchandises)</i>	- favorise l'innovation et les changements de comportements - Dans le cadre d'une stratégie plus globale	restreignent les libertés, pour un coût très élevé

V - Ca marche

8

Evolution des émissions de GES et du PIB, Comparaison France - Suède (Base 100 en 1990)

Sources: PIB: Banque mondiale, PIB en US\$ constant 2010
Emissions: Greenhouse Gas Inventory Data - Detailed data by Party - United Nations Framework Convention on Climate



V – Ca marche... à 3 conditions :

9

- ⇒ Lisibilité de l'objet de la fiscalité : climat *versus* autres coûts internes (entretien des infrastructures) et externes (bruit, sécurité, congestion,...)
- ⇒ Lisibilité de la trajectoire fiscale (assiette et taux) : pour rendre possible les investissements
- ⇒ Lisibilité dans l'usage des recettes



La taxe carbone : synergies entre politiques climatiques et fiscales

Kurt Van Dender

Centre for Tax Policy and Administration

2 Octobre 2018

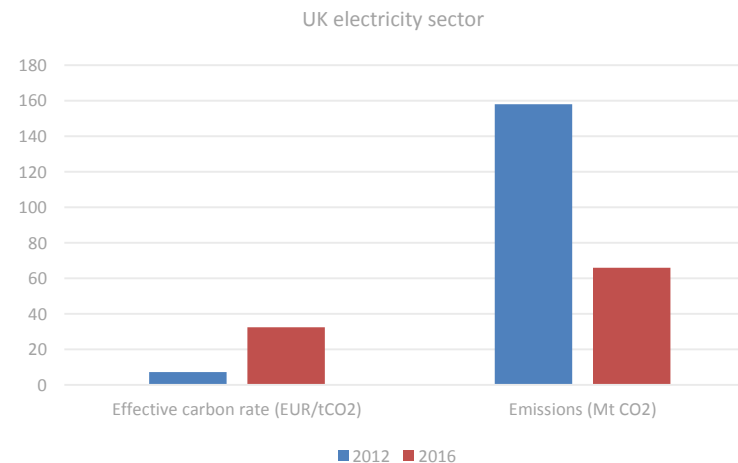


Pourquoi une taxe carbone ?

Un élément clé du paquet des politiques climatiques

Appliquer le principe du pollueur payeur: la taxe carbone est essentielle pour évoluer vers une économie compétitive et neutre en carbone (Accord de Paris)

Efficacité



**Coût-
efficacité**





Pourquoi une taxe carbone ?

Une contribution positive aux politiques fiscales

Politiques fiscales : générer des recettes tout en encourageant la justice sociale et la croissance

La taxe carbone peut contribuer à cette synergie

Un enjeu majeur de conception :

Inclure la taxe carbone dans une réforme fiscale plus large.

Utilisation des recettes :

Réduction d'autres taxes, réduction de la dette, compensation des ménages, augmentation du budget,...



Favoriser l'adhésion aux politiques fiscales et climatiques

Collaborer avec des parties prenantes, favoriser la transparence.

Favoriser les paquets de politiques, mettre en avant les co-bénéfices et une utilisation judicieuse des revenus

Poser les fondations de la prospérité future dans une économie neutre en carbone.

Pourquoi avons-nous besoin d'une fiscalité plus écologique?

Alain Quinet

Directeur Général Délégué SNCF Réseau

—

Président de la Commission sur la valeur
tutélaire du carbone en France

Kurt van Dender

OCDE

—

Centre des Politiques Fiscales et de
l'Administration

—

Chef du bureau Taxes et Environnement



1 Année de mise en oeuvre

- Taxe carbone à partir de 2013
- Taxe carbone entre 2008 et 2013
- Taxe carbone d'avant 2007
- Système de quotas d'émission à partir de 2013
- Système de quotas d'émission entre 2008 et 2013
- Système de quotas d'émission d'avant 2007

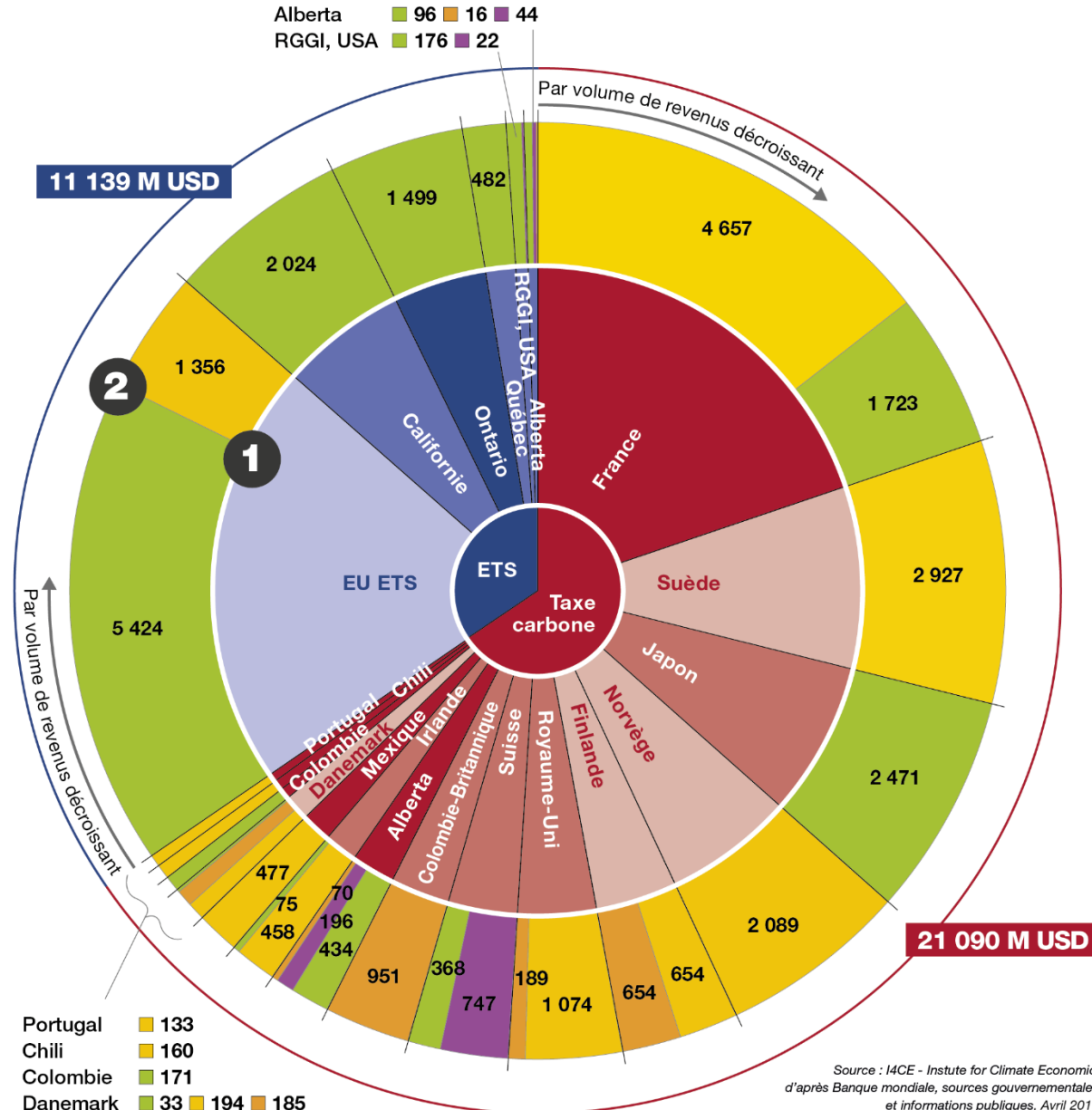
2 Postes d'utilisation des revenus

- Fléchage par projets
- Allocation au budget général
- Exemptions de taxes
- Transferts directs

Messages clés

- 65 % des revenus carbone sont générés par des taxes carbone, soit 21 milliards de dollars. Les systèmes de quotas d'émission ont généré 11 milliards de dollars.
- Plus de 67 % des revenus tirés de la tarification du carbone proviennent des pays membres de l'Union européenne.
- À l'échelle mondiale, 46 % des revenus sont utilisés pour des projets dédiés à la transition bas-carbone ; 44 % sont alloués dans le budget public général ; 6 % financent les exemptions de taxes fiscales ; et 4 % sont directement transférés aux entreprises et aux foyers.

Note : Les chiffres représentés font référence à l'année calendaire 2017 ou l'année fiscale 2016-2017. En cas d'absence de données, l'année calendaire 2016 a été prise en compte.



L'utilisation des revenus, une clé pour l'acceptabilité?

Lord N. Stern

IG Patel Professor of Economics & Government,
London School of Economics and Political Science

Chair of the ESRC Centre for Climate Change Economics
and Policy

Chair of the Grantham Research Institute on Climate
Change and the Environment

B. Plecas

Gouvernement de Colombie Britannique

—

Vice-Ministre pour l'Environnement et le
Changement climatique



Carbon tax design, the use of revenues and public acceptability

Nicholas Stern

IG Patel Professor of Economics & Government, London School of Economics and Political Science
Chair of the ESRC Centre for Climate Change Economics and Policy
Chair of the Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment

Paris, October 2nd 2018

Different possible uses of carbon tax revenue

Option	Description
General government budget	Raises additional revenue for government policy priorities (e.g. education, health, security, social benefits, tax reform...)
Revenue neutral-households	Reduce burdens for households/consumers through reducing income taxes, sales taxes or via direct returns of revenue (including lump-sum transfers).
Revenue neutral – firms	Reduce costs for firms exposed to price effects, for example support for emission-intensive sectors or trade exposed firms (e.g. grandfathering, free tax allowances) or provide support for firm activities (e.g. energy efficiency, new technology, process improvements...)
Allocation for 'green' purposes	<ul style="list-style-type: none">• Finance 'green' initiatives, e.g. recycling/re-using; land rehabilitation; housing retrofits etc.• Support for research and development• Investment in sustainable infrastructure (e.g. public transport, renewable energy), including programme design, project preparation and risk management.
Support for developing countries	Provide additional support for developing countries to finance sustainable development (SDGs) and climate action (Paris Agreement). Could be via either bi-lateral development institutions or multilateral development banks (MDBs). See High-level Panel on Climate Change Finance (2010).

Potential to utilise a mix of revenue-use options to promote a mixture of policy goals and objectives.

Each of the five can be done well, or done badly, relative to equity, efficiency, administrative burdens, environmental impact and political acceptability.

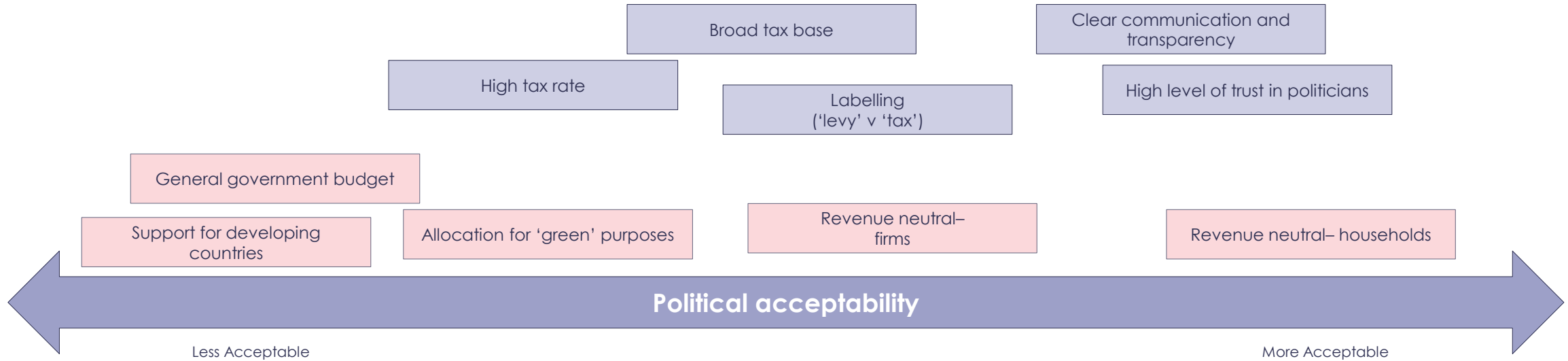
All uses can be assessed relative to efficiency, equity, administrative burdens and environmental impact

Option	Pros	Cons
General government budget	<ul style="list-style-type: none"> • Relatively simple to implement and manage. • Provide potential allocation to “best-use” 	<ul style="list-style-type: none"> • Lack of transparency in allocation. • Potentially limits acceptability if low trust in politicians.
Revenue neutral–households	<ul style="list-style-type: none"> • Can be used to reduce distortions in other tax systems. • Ability to support lower-income/vulnerable households. 	<ul style="list-style-type: none"> • Potentially limited public awareness and understanding, unless direct “carbon transfers”. • May divert revenue from better uses.
Revenue neutral – firms	<ul style="list-style-type: none"> • Simple and easy to manage. • Support can be offered to emission-intensive sectors and trade exposed firms. May overcome oppositions from industry. 	<ul style="list-style-type: none"> • Less equitable than other revenue-recycling options. Might slow adjustment.
Allocation for ‘green’ purposes	<ul style="list-style-type: none"> • Demonstrates commitment to ‘green’ initiatives. • Additional support for investment in infrastructure/R&D programmes with broad benefits. 	<ul style="list-style-type: none"> • Limited flexibility due to need for long-term allocation. • Possible mistrust of government ‘schemes’.
Support for developing countries	<ul style="list-style-type: none"> • Demonstrate commitment to support objectives of Paris Agreement and SDGs. • Well established system for allocation and management. 	<ul style="list-style-type: none"> • Potential public acceptability of use of revenues outside of the country.

All options should be coupled with clear communication and transparency of revenue-use. Important that uses are relevant for a broad range of constituencies. Must observe country specific regulations/laws e.g. ear-marking.

Political acceptability of revenue-uses and carbon pricing/taxation, crucial for strong and rapid action

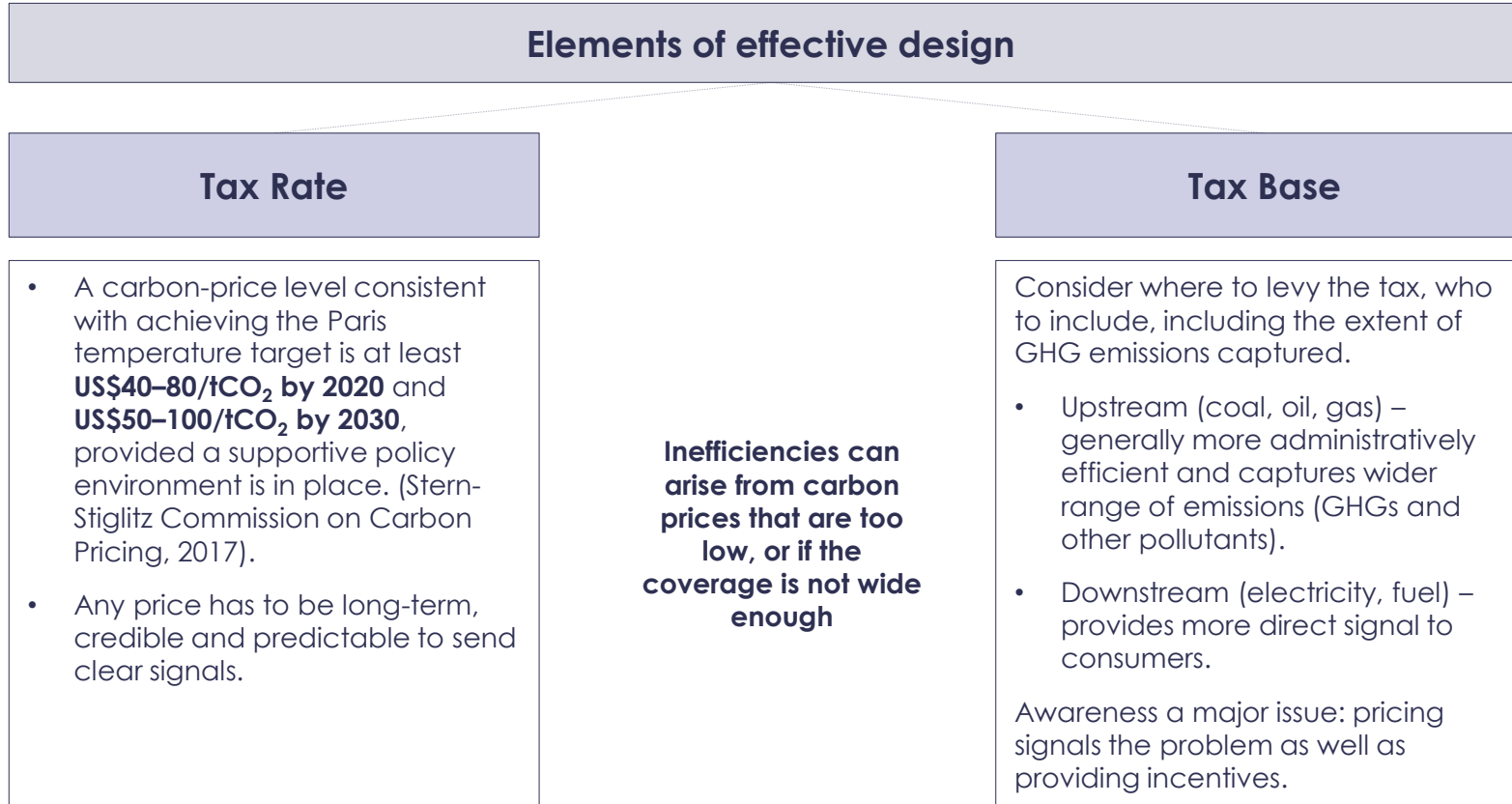
- Tax Design
- Revenue Use



To support rapid uptake of carbon pricing, political acceptance in the short term to deliver results is vital

Not pricing something that is damaging is a subsidy. Language matters to clarity of thinking and political acceptability

Good design and implementation of carbon prices/taxes is important for efficiency and acceptability



Efficiency is particularly important in the structure of pricing, incentives and revenue-raising (still more important than for the revenue-use side). This includes trade distortions (relevance of border carbon adjustments).

Great urgency of action; next two decades critical; political acceptability crucial for speed



In next two decades, global output will double, infrastructure will more than double.

At the same time GHG emissions needs to fall by at least 25%. Must make radical changes and swiftly.



Only 15% of global GHG emissions are currently covered by a carbon price.

Most prices are too low to meet Paris objectives (< US\$40/tCO₂) (World Bank, 2018)



International agreements have provided political direction.

CoP 26 (2020) is essential, all countries need to ramp up GHG emissions reduction pledges if the “well-below 2°C” target is to be within reach.

Rapid movement on the levels and coverage of carbon pricing are key to the radical action necessary. Public acceptability is key to rapid movement on prices.

L'utilisation des revenus, une clé pour l'acceptabilité?

Lord N. Stern

IG Patel Professor of Economics & Government,
London School of Economics and Political Science

Chair of the ESRC Centre for Climate Change Economics
and Policy

Chair of the Grantham Research Institute on Climate
Change and the Environment

B. Plecas

Gouvernement de Colombie Britannique

—

Vice-Ministre pour l'Environnement et le
Changement climatique



Comment faire rimer fiscalité écologique avec équité?

A. Conrad-Saydah

Environmental Protection Agency,
Californie

—

Secrétaire adjointe à la politique climatique

M. Domergue

Fondation Abbé Pierre

—

Directeur des études



Mot de clôture

Bénédicte Peyrol

Assemblée Nationale

—

Députée de la troisième circonscription de l'Allier





Les conditions de l'adhésion à la fiscalité
écologique

MARDI 2 OCTOBRE 2018
Assemblée Nationale, Salle Victor Hugo

Les conditions de l'adhésion à la fiscalité écologique

—

02 octobre 2018, Assemblée Nationale

Merci pour votre participation

Présentations et vidéos de l'évènement sur
www.i4ce.org



follow us on
twitter

@I4CE_

